

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1922.

Projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces
et des communes (1).

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Votre Commission a consacré de nombreuses séances à l'examen des multiples amendements auxquels a donné lieu le projet de loi tendant à améliorer la situation financière des communes.

Ces amendements ont été successivement développés par leurs auteurs.

Les discussions ont porté sur deux questions d'ordre différent :

1° Quelle doit être la part des communes dans les impôts cédulaires perçus par l'État, et comment doit-elle être répartie? (Art. 1^{er} du projet.)

2° Y a-t-il lieu de limiter le pouvoir de taxation par les communes?

Quelles doivent être ces limites? (Art. 2 et suivants.)

La réponse à donner à la seconde question — autonomie fiscale des communes — a paru comme étant de nature à influencer la solution de la première,

(1) Proposition de loi, n° 32.

Rapport, n° 142.

Amendements, n°s 163, 181, 182, 184, 192 et 195.

(2) Composition de la Commission :

1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies* : MM. MECHelynck, président, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. CARLIER, PEPIN, WAUWERMANS, DRION, LAMBORELLE et MABILLE,

et dès le début la commission a examiné l'amendement présenté par MM. Bologne et consorts aux termes duquel :

« Le premier alinéa de l'article 83 des lois coordonnées du 20 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global est abrogé. » (Doc. parl., n° 163.)

Il serait superflu de reproduire ici les arguments fournis en faveur ou contre cette thèse. La Commission a semblé unanime à rendre hommage au principe de l'indépendance des communes en matière de taxations, mais de nombreux membres ont fait valoir de nouveau qu'il était impossible d'en revenir actuellement au régime de liberté complète : ce serait compromettre le bon fonctionnement et le rendement de notre nouveau régime fiscal en plein travail d'organisation.

Cet amendement a été adopté par 6 voix contre 2 et 2 abstentions.

La Commission crut cependant devoir tenir compte de ce qu'elle ne réunissait pas, lors de ce vote, la moitié des vingt et un membres qui la composent. D'autre part, elle ne pouvait tenir pour indifférent que le Gouvernement avait déclaré, lors de la première discussion, ne pouvoir se rallier à la proposition ci-dessus.

Aussi s'informa-t-elle si un terrain d'entente ne pourrait être trouvé moyennant l'octroi aux communes d'une liberté plus étendue que celle prévue par le projet primitif.

C'est ainsi que la discussion se poursuivait au cours des séances suivantes sur la base d'un nouveau texte suggéré par le Gouvernement à la demande de la Commission.

L'examen de ce texte a fourni matière aux observations et résolutions que nous résumerons comme suit :

Les amendements du Gouvernement au premier alinéa du texte primitif de l'article premier sont de pure forme : A défaut de cette correction, l'attribution de la part revenant aux communes dans le produit de la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions, serait prévue à la fois par les articles 81 et 82 qui adoptent des bases différentes de répartition.

Des renseignements complémentaires ont été réclamés en ce qui concerne les intentions du Gouvernement relativement à la répartition par arrêté royal des sommes revenant aux communes par application de l'article 81 des lois coordonnées sur les revenus.

Trois hypothèses peuvent être envisagées :

a) L'entreprise fournissant matière à la perception se poursuit dans une seule commune, et le personnel est domicilié dans cette commune : le produit est attribué en totalité à la commune siège de l'entreprise.

b) Les ouvriers et employés étant dispersés dans plusieurs communes : la répartition sera opérée à concurrence de un cinquième à la commune du siège de l'entreprise et les quatre cinquièmes au prorata du nombre des ouvriers et employés habitant dans chacune des communes.

c) L'entreprise ayant des sièges d'exploitation dans diverses communes : les produits réalisés en raison de l'activité de chacun des établissements sont répartis selon les règles reprises ci-dessus *a* et *b*, selon que les ouvriers et employés habitent le territoire d'une ou de plusieurs communes.

Si les éléments nécessaires pour effectuer la division des produits provenant des diverses communes sièges d'exploitations ne sont pas fournis, la répartition a lieu au prorata des ouvriers et employés ou de tous autres éléments équitables.

La Commission a pris acte de ces indications, en signalant qu'il serait pratique dans le calcul des répartitions au profit d'une commune autre que le siège d'exploitation, de n'admettre l'élément « employé ou ouvrier » que lorsque le nombre d'ouvriers ou employés dépasse dix.

L'alinéa final du nouveau texte de l'article 1^{er}, tend à organiser la répartition du quart réservé aux provinces dans la taxe professionnelle. On a reconnu, d'établir de l'examen de la loi organisant le fonds des communes, la nécessité de fixer des règles en concordance avec celles qui seront appliquées à la distribution du quart réservé aux communes.

Une lacune existerait sinon en ce qui concerne la répartition aux provinces.

Il y a lieu de transporter ici la règle adoptée pour les communes :

Le quart de la taxe attribué aux provinces sera donc réparti comme suit :

1° Quatre dixièmes au prorata du revenu cadastral bâti ;

2° Un dixième au prorata du revenu cadastral non bâti.

Ces revenus seront ceux imposés pour l'année antérieure à celle de la répartition ;

3° Quatre dixièmes au prorata de la population constatée officiellement par le dernier recensement décennal ; — avec cette réserve que le chiffre de la population servant de base à la répartition sera, jusqu'au prochain recensement décennal celui constaté au 31 décembre 1910 ;

4° Un dixième au prorata des dépenses d'enseignement professionnel et d'assistance publique effectuées par chaque province pendant l'année antérieure à celle de la répartition.

L'article 2, modifié par le nouveau texte, avait pour objet d'étendre les bases susceptibles d'être atteintes par des additionnels

L'honorable M. Buyl avait préconisé un système, aux termes duquel, pour les années 1922 à 1926, le Gouvernement établirait les additionnels suivants :

« 1° Cinq décimes à la taxe mobilière atteignant tous les revenus mobiliers autres que ceux repris au 2° de l'alinéa précédent ;

» 2° Cinq décimes à la taxe professionnelle atteignant les bénéfices réalisés dans la Colonie ou à l'étranger ;

» 3° Deux décimes et demi à la taxe professionnelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions ;

» 4° Deux décimes et demi à la supertaxe.

» Un cinquième du produit de ces additionnels serait attribué à l'État et les quatre autres cinquièmes sont versés au Fonds des communes. » (*Doc. parl.* n° 181.)

De multiples observations furent formulées à l'encontre de cette proposition.

Indiquons quelques-unes des objections : « Il est dangereux d'augmenter les charges des capitaux mobiliers ; les dividendes des actions sont indirectement atteints par la proposition du Gouvernement permettant de majorer la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis ; les revenus des rentes de l'État créés depuis l'armistice jouissent de l'immunité. Les additionnels porteraient donc sur les revenus des obligations des sociétés et les prêts : la majoration de taxation est de nature à paralyser l'industrie qui doit avoir recours au crédit.

» Les bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la Colonie ne peuvent fournir matière à taxations locales : les ressources des provinces et des communes doivent être limitées aux ressources de leurs territoires.

» L'aggravation de la supertaxe que cette proposition pourrait faire passer de 30 à 37 $\frac{1}{2}$ % accentuerait les fraudes.

» Ce système ne peut d'ailleurs fonctionner que moyennant perception par l'État, suivie d'une répartition entre toutes les communes. Or, certaines recevraient ainsi des sommes qu'elles ne songent pas à réclamer. »

Il a été reconnu que les nouvelles propositions du Gouvernement permettraient de réaliser certaines des taxations visées par l'auteur de l'amendement ; notamment celle sur les traitements, salaires, etc., et la taxe mobilière frappant les revenus des capitaux investis. La Commission n'a pas été appelée à se prononcer sur le texte primitif présenté par l'honorable M. Buyt, mais sur une proposition plus limitée présentée par celui-ci et visant la taxe mobilière sur les revenus des autres capitaux mobiliers :

« Il est établi, pour chacun des exercices 1922 et 1923, 5 décimes additionnels à la *taxe mobilière* atteignant tous les revenus mobiliers, autres que les revenus des capitaux investis en Belgique et que les revenus réalisés à l'étranger ou dans la Colonie ; quatre cinquièmes du produit de ces additionnels seront versés au Fonds des communes et le cinquième restant sera acquis au Trésor. »

Cette proposition a été rejetée par 7 voix contre 6.

La proposition du Gouvernement concernant l'autorisation d'établir une taxe spéciale sur les traitements, salaires et pensions a été adoptée par 10 voix contre 1.

Certains membres auraient souhaité que cette taxe fût perçue par voie d'additionnels : La Commission a reconnu l'impossibilité pratique d'en agir ainsi.

D'autre part, des membres ont proposé d'insérer dans la loi une disposition obligeant aux communes qui usent de la faculté de frapper des additionnels, à recourir aux diverses bases dans une proportion égale. Cette proposition a été repoussée par 7 voix contre 6.

La Commission qui s'était ainsi prononcée en faveur d'un système qui n'accordait aux communes le droit de taxation que sur certaines bases et pendant une période déterminée, a cependant — aux majorités ci-dessous relatées — décidé qu'il n'y avait pas lieu de limiter le montant des additionnels :

La proposition du Gouvernement limitant ceux-ci à 40 centimes pour le fon-

cier et 50 centimes pour les deux autres impôts a été repoussée par 6 voix contre 6 et 1 abstention.

Ce vote a écarté une autre proposition moins radicale qui aurait permis au Gouvernement de dépasser les maxima de 40 et 50 centimes lorsqu'il aurait été sollicité par des communes justifiant de la nécessité d'une telle mesure.

Un amendement déposé au cours de la discussion générale proposait de diminuer la part des provinces dans la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis et la taxe des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles. La Commission estima que l'on ne pouvait rien retrancher des ressources acquises.

D'autre part, le Gouvernement avait admis la limitation des taxes additionnelles provinciales à un décime sur le foncier.

La Commission, par 6 voix contre 6, a repoussé ce texte.

Une proposition de leur accorder la liberté illimitée, comme aux communes, a été à son tour repoussée à la même majorité.

Une majorité de 6 voix contre 5 et 1 abstention a admis qu'elles pourraient établir un maximum de 40 centimes additionnels pour la contribution foncière et 50 centimes aux bases autorisées pour les additionnels communaux.

L'article 3 du projet de loi déposé par le Gouvernement à l'effet d'améliorer la situation financière des provinces et des communes avait un double but :

1° Accorder à ces organismes publics une part (25 %) de la taxe professionnelle perçue pour 1920 et 1921 sur les bénéfices des sociétés possédant une personnalité juridique (art. 35, 3°, des lois coordonnées);

2° Attribuer au fonds des communes la part revenant à celles-ci dans le produit de la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions.

Les motifs d'équité et de simplification administrative qui justifient cette dernière réforme, s'appliquant aussi bien aux années 1920 et 1921 qu'aux années postérieures, le Gouvernement a déposé un amendement dans ce sens à l'article 7 du projet de loi instituant le nouveau fonds des communes.

Un amendement identique a été présenté par M. Golenvaux à l'article 10 du même projet, mais ce dernier amendement forme double emploi avec le précédent.

D'autre part, il semblait que la Commission aurait antérieurement refusé le cadeau que l'article 3 du projet du Gouvernement faisait aux communes en leur attribuant le quart de la taxe professionnelle perçue à charge des sociétés possédant une personnalité juridique.

Dès lors, en ce qui concerne les cotisations restant à établir pour les exercices 1920 et 1921, il y a lieu d'adopter un texte conçu de la manière indiquée ci-contre.

D'autre part, il est nécessaire de prévoir le mode de répartition des parts revenant aux provinces et aux communes dans le produit de la taxe professionnelle retenue à la source, pour les exercices 1920 et 1921, sur les traitements, salaires et pensions. Le second alinéa de l'article 3 (article 5 du texte de la Commission) fixe les règles de cette répartition.

Une disposition analogue figure, en ce qui concerne les *communes*, à l'article 8 (nouveau) du projet de loi relatif au nouveau fonds des communes.

Le texte ci-contre permettra donc d'appliquer la même répartition quant à la part des *provinces* pour les exercices 1920 et 1921.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(N° 242)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1922.

Wetsontwerp tot verbetering van den geldelijken toestand der provinciën
en der gemeenten ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie heeft talrijke vergaderingen besteed aan het onderzoek der menigvuldige amendementen waartoe het wetsontwerp tot verbetering van den geldelijken toestand der provinciën en der gemeenten heeft aanleiding gegeven.

Deze amendementen werden achtereenvolgens door hunne stellers verdedigd.

De behandeling ging over twee vraagpunten van verschillenden aard :

1° Welk moet het aandeel zijn van de gemeenten in de cedulaire belastingen door den Staat geheven, en hoe moet het verdeeld worden? (Art. 1 van het ontwerp.)

2° Is het noodig de macht der gemeenten, om belastingen te heffen, te beperken?

Welke moeten deze beperkingen zijn? (art. 2 en volgende.)

Het antwoord op deze tweede vraag te geven — fiskale zelfstandigheid van de gemeenten, — scheen van aard te zijn om op de oplossing der eerste invloed te

(1) Wetsvoorstel, n° 32.

Verslag, n° 142.

Amendementen, n° 163, 181, 182, 184, 192 en 195.

(2) Samenstelling van de Commissie :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren MECHELYNCK, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren CARLIER, PEPIN, WAUWERMANS, DRION, LAMBORELLE en MABILLE.

oefenen, en de Commissie heeft, eerst en vooral, het amendement onderzocht van de heeren Bologne e. s., luidende :

« Het eerste lid van artikel 83 der samengecordende wetten van 20 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van een bijkomende belasting op het globaal inkomen wordt ingetrokken. »
(Gedr. St., Kamer, n^o 163.)

Het ware overbodig hier de bewijsgronden te herhalen welke ten voordeele van deze stelling werden aangevoerd. De Commissie scheen het eens te zijn om het beginsel der onafhankelijkheid van de gemeenten in zake heffingen uit te roepen, doch talrijke leden deden opnieuw inzien, dat het niet mogelijk was vooralsnog tot het regiem der volledige vrijheid terug te keeren : de goede werking en de opbrengst van ons nieuw fiscaal stelsel zou daardoor in zijn vollen gang van inrichting geschaad worden.

Dit amendement werd aangenomen met 6 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

De Commissie meende echter te moeten rekening houden van de omstandigheid dat zij, bij de stemming, niet de helft der een en twintig leden vereenigde, waaruit zij is samengesteld.

Anderzijds, kon zij er niet onverschillig voor zijn, dat de Regeering, bij de eerste behandeling, verklaard had dit voorstel niet te kunnen bijtreden.

Derhalve, zocht zij of er geene verstandhouding kon gevonden worden met aan de gemeenten eene ruimere vrijheid te geven dan door het oorspronkelijk ontwerp was voorzien.

Alzoo werd de behandeling in de volgende vergaderingen voortgezet op den grondslag van een nieuwen tekst op verzoek der Commissie, door de Regeering ingegeven.

Het onderzoek dezer teksten gaf stof tot aanmerkingen en besluiten welke wij samenvatten als volgt :

De Regeeringsamendementen op het eerste lid van den oorspronkelijken tekst zijn van louter vorm : Bij gebreke van deze verbetering, zou de toekenning van het aandeel der gemeenten in de opbrengst van de bedrijfsbelasting op de jaarwedden, loonen en pensioenen tegelijkertijd voorzien zijn door de artikelen 81 en 82 welke verschillende grondslagen van verdeeling aannemen.

Nadere inlichtingen werden gevraagd in zake de inzichten van de Regeering betreffende de verdeeling bij Koninklijk besluit van de sommen die, bij toepassing van artikel 81, aan de gemeenten toekomen.

Drie veronderstellingen zijn mogelijk :

a) De onderneming die tot de heffing reden verschaft, geschiedt in eene enkele gemeente, en het personeel is in deze gemeente woonachtig : de opbrengst wordt in haar geheel toegekend aan de gemeente waar de onderneming gelegen is.

b) De werklieden en bedienden zijn over verscheidene gemeenten verspreid : de verdeeling geschiedt ten beloope van één vijfde aan de gemeente waar de onderneming gelegen is en der overige vier vijfden naar verhouding van het getal werklieden en bedienden die in elke der gemeenten verblijven.

c) De onderneming heeft bedrijfszetels in verschillende gemeenten : de opbrengsten verwezenlijkt in verhoudig tot de werkzaamheid van elke inrichting worden verdeeld volgens de hierboven vermelde regelen *a* en *b* naar dat de werklieden en bedienden het grondgebied van eene of meerdere gemeenten bewonen.

Bijaldien de noodige gegevens ontbreken, om de deeling der opbrengsten voortkomende van verschillende gemeenten, die bedrijfszetels zijn, te verrichten, geschiedt de verdeling naar verhouding van het getal werklieden en bedienden, of van alle andere billijke gegevens.

De Commissie heeft van deze aanduidingen rekening gehouden, er op wijzende dat het practisch zou zijn het bestanddeel « bediende of werkmán » slechts in de berekening der verdeelingen ten bate eener andere gemeente dan de bedrijfszetel aan te nemen, dan wanneer het getal dezer werklieden en bedienden grooter zij dan tien.

De slotalinea van den nieuwen tekst van artikel 1 streeft er naar, de verdeling te regelen van het vierde aan de provinciën in de bedrijfsbelasting voorbehouden. Bij het onderzoek van de wet tot inrichting van het fonds der gemeenten, heeft men de noodzakelijkheid erkend, de regeling in overeenstemming te brengen met die welke gevolgd wordt bij de uitkeering van het aan de gemeenten voorbehouden vierde.

Voor hetgeen de uitkeering aan de provinciën betreft, bestond er eene leemte.

Het is noodig de voor de gemeenten aangenomen regeling hier over te brengen.

Het vierde van de belasting, aan de provinciën toegekend, wordt dus verdeeld als volgt :

1° Vier tienden naar verhouding van het gebouwd kadastraal inkomen ;

2° Een tiende naar verhouding van het ongebouwd kadastraal inkomen.

Deze inkomsten zijn die welke opgelegd zijn voor het jaar, dat der verdeling voorafgaande.

3° Vier tienden naar verhouding van de bevolking van ambtswege door de jongste tienjaarlijksche optelling vastgesteld ; — met dit voorbehoud dat het cijfer der bevolking, dat tot grondslag dient voor de verdeling, tot de eerstvolgende tienjaarlijksche optelling, die zal zijn, welke op 31 December 1910 werd vastgesteld ;

4° Een tiende naar verhouding van de voor vakonderwijs en openbaren onderstand door elke provincie gedane uitgaven gedurende het jaar, dat der verdeling voorafgaande.

Artikel 2, door den nieuwen tekst gewijzigd, had voor doel de door opcentiemen belastbare grondslagen uit te breiden.

De achtbare heer Buyl verdedigde een stelsel volgens hetwelk de Regeering, voor de jaren 1922 tot 1926, de volgende opcentiemen zou vestigen :

« 1° *Vijf deciemén op de belasting op de roerende zaken geheven van al de roerende inkomsten, andere dan die vermeld in n^o 2° van het vorig lid.*

2° *Vijf deciemén op de bedrijfsbelasting geheven van de winsten gemaakt in de Kolonie of in het buitenland ;*

3° *Twee en half deciemen op de bedrijfsbelasting, van de jaarwedden, loonen en pensioenen afgehouden bij dezer uitbetaling;*

4° *Twee en half deciemen op de supertaxe.*

Een vijfde van de opbrengst dier opcentiemen wordt toegekend aan den Staat en de overige vier vijfden worden gestort in het Fonds der gemeenten. » (Gedr. St. Kamer, n^o 181.)

Menigvuldige aanmerkingen werden tegen dit voorstel ingebracht. Ziehier eenige dezer aanmerkingen: « Het is gevaarlijk de lasten van de roerende kapitalen te verhoogen; de aandeeldividenden worden onrechtstreeks getroffen door het Regeeringsvoorstel dat toelaat de belasting op roerende zaken van de kapitaalinkomsten te vermeerderen; de inkomsten van de sedert den wapenstilstand uitgegeven staatsrenten zijn vrij van belasting. De opcentiemen zouden dus enkel de inkomsten van de obligatiën der vennootschappen en de leeningen treffen: de taxatie-verhooging is van aard om de nijverheid te verlammen, die tot het crediet haar toevlucht moet nemen.

De in den vreemde of in de Kolonie verwezenlijkte en belaste winsten dulden geene plaatselijke heffingen: de inkomsten der provinciën en der gemeenten moeten beperkt worden tot de inkomsten van hun eigen grondgebied.

De verzwarende der supertaxe, welke dit voorstel zou kunnen doen stijgen van 30 tot 37 $\frac{1}{2}$ t. h., zou de ontduikingen nog doen toenemen.

Dit stelsel kan, overigens, niet werken dan mits heffing door den Staat, gevolgd van eene verdeling onder al de gemeenten. Welnu, sommige gemeenten zouden alzoo sommen ontvangen waarop zij geene de minste verwachting bouwen.

Het werd erkend dat de nieuwe Regeeringsvoorstellen sommige der heffingen toestonden welke door den steller van het amendement bedoeld werden, namelijk deze op de jaarwedden, loonen, enz., en de belasting op roerende zaken welke de inkomsten der aangewende kapitalen treft.

De Commissie werd niet aangezocht hare meening te doen kennen over den oorspronkelijken tekst door den heer Buyl voorgesteld, maar wel over een meer beperkt voorstel door deze ingediend en betreffende de belasting op roerende zaken van de inkomsten der overige roerende kapitalen.

« Voor elk der dienstjaren 1922 en 1923, worden er vijf opdeciemen gevestigd op de belasting op roerende zaken welke al de roerende inkomsten treft, » andere dan de inkomsten van in België aangewende kapitalen en dan de in » den vreemde of in de Kolonie verwezenlijkte inkomsten; vier vijfden van de » opbrengst dezer opdeciemen worden gestort in het Fonds der Gemeenten en » het overblijvend vijfde blijft aan de Schatkist verworven. »

Dit voorstel werd verworpen met 7 stemmen tegen 6.

Het Regeeringsvoorstel, betreffende de machtiging om eene bijzondere belasting te vestigen op de jaarwedden, loonen en pensioenen, werd aangenomen met 10 stemmen tegen 4.

Sommige leden wenschten dat deze belasting bij wijze van opcentiemen werd geheven; de Commissie erkende de practische onmogelijkheid daarvan.

Anderzijds, hebben sommige leden voorgesteld in de wet eene bepaling te lasschen, waarbij aan de gemeenten, die van de vrijheid om opcentiemen te vestigen gebruik maken, wordt opgelegd de verschillende grondslagen in eene gelijke verhouding aan te wenden. Dit voorstel werd verworpen met 7 stemmen tegen 6.

De Commissie, die alzoo uitspraak had gedaan ten voordeele van een stelsel dat aan de gemeenten slechts het recht van taxatie toekent op zekere grondslagen en gedurende een bepaalden termijn, heeft nochtans — met de bovenvermelde meerderheidsstemmingen — beslist dat er geen reden bestond om het bedrag der opcentiemen te beperken.

Het voorstel der Regeering, waarbij deze op 40 centiem voor de grondlasten en op 50 centiem voor de beide overige belastingen worden beperkt, werd verworpen met 6 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

Deze stemming deed een ander min radikaal voorstel wegvallen, dat de Regeering zou gemachtigd hebben de maxima van 40 en 50 centiem te overschrijden, wanneer zij door de gemeenten, die de noodzakelijkheid van zulk een maatregel wettigden, daartoe zou aangezocht zijn.

Door een amendement, voorgesteld in den loop der algemeene behandeling, werd voorgesteld het aandeel der provinciën in de belasting op de roerende zaken op de inkomsten van de aangewende kapitalen en de belasting op de nijverheids-, landbouw- en handelsondernemingen te verminderen. De Commissie oordeelde dat men van de verworven hulpbronnen niets mocht aftrekken.

Anderzijds, had de Regeering de beperking aangenomen van de provinciale bijkomende belastingen tot één deciem op de grondbelasting.

Met 6 stemmen tegen 6 heeft de Commissie dien tekst verworpen.

Een voorstel om hun onbeperkte vrijheid te laten zooals aan de gemeenten, werd op zijne beurt met dezelfde meerderheid verworpen.

Bij meerderheid van 6 stemmen tegen 5 en 1 onthouding werd aangenomen dat zij een maximum van 40 opcentiemen mochten vestigen voor de grondbelasting en 50 opcentiemen op de grondslagen toegelaten voor de gemeentelijke opcentiemen.

Artikel 3 van het wetsontwerp door de Regeering ingediend tot verbetering van den financieelen toestand van de provinciën en de gemeenten had een tweevoudig doel :

1° Aan deze openbare organismen een aandeel (25%) toestaan van de bedrijfsbelasting geïnd voor 1920 en 1921 van de winsten der maatschappijen die rechtspersoonlijkheid bezitten (art. 35, 3° der Samengeordende wetten ;

2° Aan het fonds der gemeenten het aandeel toestaan dat hun toekomt van de opbrengst der bedrijfsbelasting op de jaarwedden, loonen en pensioenen.

Daar de gronden van billijkheid en vereenvoudiging der administratie, die voor deze laatste hervorming pleiten, evenzeer voor de jaren 1920 en 1921 als voor de latere jaren gelden, heeft de Regeering in dien zin een amendement ingediend bij artikel 7 van het wetsontwerp tot oprichting van het nieuwe fonds der gemeenten.

Een gelijkluidend amendement werd voorgesteld door den heer Golenvaux

bij artikel 10 van hetzelfde ontwerp, maar dit amendement is enkel de herhaling van het vorige.

Anderzijds kwam het voor of de Commissie het geschenk zou geweigerd hebben dat artikel 3 van het Regeeringsontwerp aan de gemeenten gaf, met hun het vierde van de bedrijfsbelasting geïnd ten laste van de maatschappijen met rechtspersoonlijkheid toe te kennen.

Dienvolgens, wat betreft de aanslagen die moeten gedaan worden voor de dienstjaren 1920 en 1921, dient men een tekst aan te nemen als hooger aangeduid.

Anderzijds is het noodig de wijze van verdeling te voorzien van de aandelen, die aan de provinciën en de gemeenten toekomen in de opbrengst der bedrijfsbelasting afgehouden bij de uitbetaling, voor de dienstjaren 1920 en 1921, op de jaarwedden, loonen en pensioenen. Het tweede lid van artikel 3 (artikel 5 van den tekst der Commissie) bepaalt de regelen van deze verdeling.

Eene soortgelijke bepaling, wat betreft de *gemeenten*, staat bij artikel 8 (nieuw) van het wetsontwerp betreffende het nieuwe fonds der gemeenten.

De nevenstaande tekst laat dus toe dezelfde verdeling toe te passen wat betreft het aandeel der *provinciën* voor de dienstjaren 1920 en 1921.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
